Zeitschrift: Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen

Herausgeber: Eidg. Verband der Übermittlungstruppen; Vereinigung Schweiz. Feld-Telegraphen-Offiziere und -Unteroffiziere

Band: 44 (1971)

Heft: 7

Artikel: La situation stratégique de l'Europe et les dépenses militaires de la Suisse

Autor: Brunner, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-561898

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La situation stratégique de l'Europe et les dépenses militaires de la Suisse

L'opinion est apparemment répandue dans notre pays que les dépenses militaires de la Suisse sont élevées. De plus, un nombre (évidemment difficile à évaluer) de citoyens met en doute la nécessité de consentir ces dépenses ou, du moins, des dépenses de l'ampleur actuelle. Le débat qui s'est élevé au Conseil national en décembre dernier au sujet du budget du DMF en a été le reflet.

L'analyse des arguments avancés par les détracteurs des dépenses militaires – que nous distinguons, bien entendu, des adversaires, peu nombreux, mais bruyants, du principe même de la Défense nationale – met en évidence les raisons réelles de l'attitude qu'ils adoptent. Elles sont essentiellement au nombre de deux: D'abord et surtout, on se laisse impressionner par les chiffres absolus – plus d'un milliard et demi, bientôt deux milliards affectés à des préparatifs entrepris en vue d'une situation hypothétique. On omet de placer ces chiffres dans le contexte des dépenses fédérales, des dépenses publiques, de notre pays et, plus généralement, de nos possibilités économiques. L'optique s'en trouve déformée.

Dépenses militaires stables

Dès que les dépenses militaires sont mises en rapport avec l'évolution des dépenses totales de la Confédération, il apparaît que – contrairement à ce que les seules dépenses militaires suggèrent – l'importance relative de l'effort consenti dans ce domaine décroît. Ainsi, les dépenses du DMF correspondaient, en 1960, à plus de 35 % des dépenses fédérales. Au milieu de la dernière décennie elles s'équivalaient plus qu'à 31 % des dépenses totales, part qui s'est entretemps abaissée à moins de 25 %. Cette part décroissante des dépenses fédérales qui revient au DMF doit être attribuée à l'élargissement des tâches d'ordre civil assignées à la Confédération. Compte tenu du renchérissement, les dépenses militaires se sont en fait maintenues au même niveau.

Mais pour pouvoir se prononcer sur la charge que la Défense nationale représente au point de vue économique pour notre pays, il est indispensable de comparer les dépenses qu'elle occasionne au produit national. Les chiffres ci-dessous démontrent avec toute la clarté voulue que l'effort entrepris jusqu'ici en matière de défense a toujours été parfaitement supportable.

Année	Dépenses fédérales	Dépenses militaires	Dépenses militaires en % du PNB*
1960	2601	924	2,49
1961	3267	1096	2,64
1962	3684	1264	2,74
1963	4083	1316	2,61
1964	4857	1466	2,64
1965	4920	1533	2,55
1966	5683	1653	2,56
1967	5874	1658	2,41
1968	6447	1598	2,16
1969	7081	1761	2,20

*PNB = Produit national brut

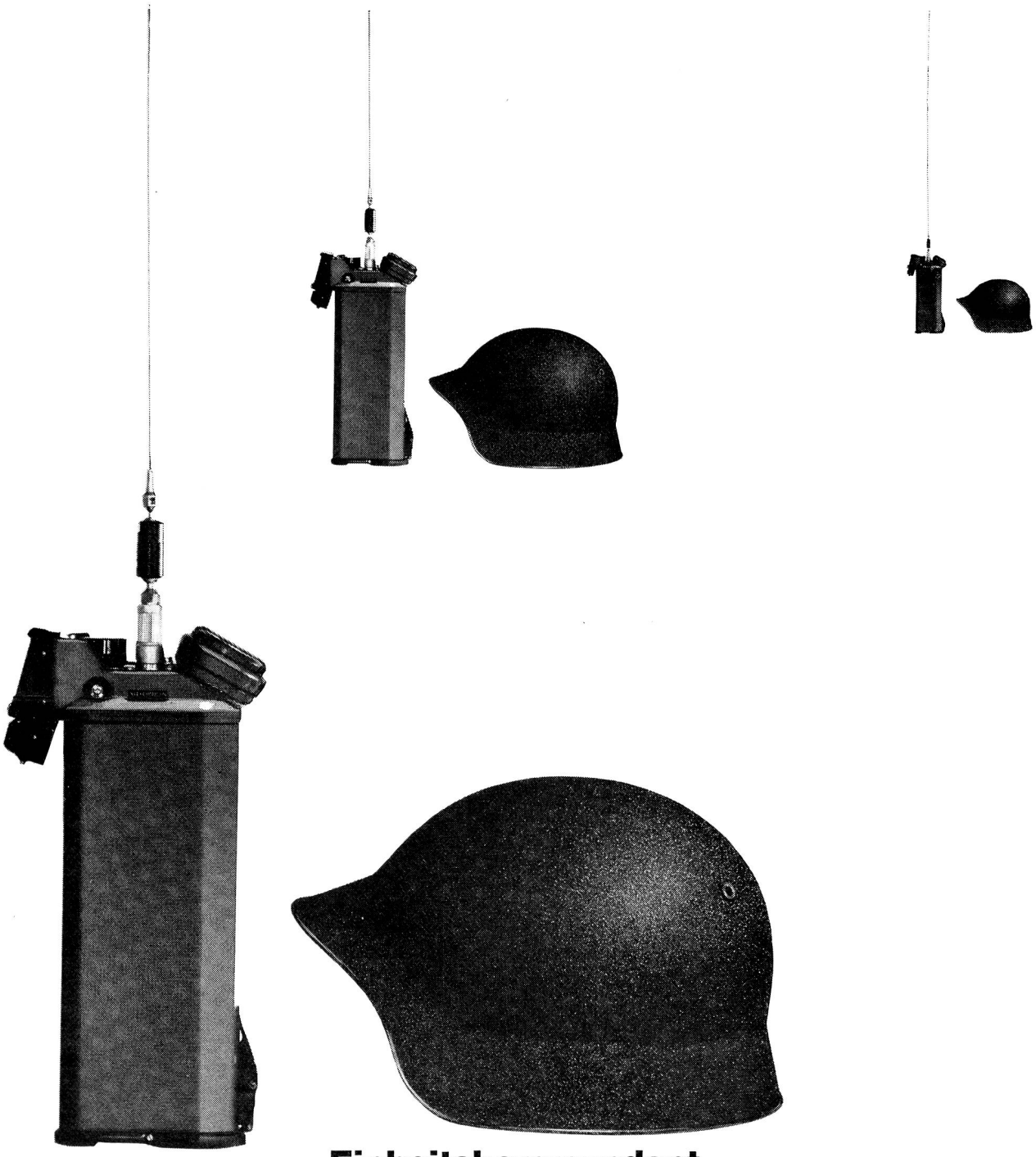
La part du produit national brut consacrée au secteur militaire est en outre plus elevée dans la plupart des autres Etats hautement industrialisés que chez nous. Selon l'annuaire de l'Institut des Etudes stratégiques de Londres, paru l'année dernière, les dépenses militaires de diverses Nations correspondaient, en 1969, au pourcentage suivant du PNB: Etats-Unis 8,6; URSS 8,5; Tchécoslovaquie 5,6; Pologne 5,0; Grande-Bretagne 5,1; France 4,4; Belgique 3,0; Pays-Bas 3,7; Norvège 3,8.

Il est vrai que nos dépenses militaires officielles, c'est-à-dire celles du Département militaire, ne recouvrent pas l'ensemble de l'effort financier en faveur de la Défense nationale. Il faut, en effet, y ajouter d'une part les dépenses des cantons et communes, d'autre part la contribution de l'économie sous forme de salaires versés à ceux qui accomplissent leur service militaire, en 1970 quelques 300 000 hommes. Selon le directeur de l'administration des finances fédérales, ces prestations équivalent à quelque 500 millions de francs. Quant aux dépenses des cantons et communes, elles atteignaient, en 1967, après déduction des subsides accordés par la Confédération, près de 30 millions. Même compte tenu de ces dépenses supplémentaires, nos dépenses militaires demeuraient inférieures au 3 % d'un PNB de quelque 80 milliards de francs en 1969.

Y a-t-il une menace potentielle?

Mais s'il est évident qu'on ne peut pas prétendre que les dépenses militaires grèvent notre budget ou dépassent nos moyens – les chiffres et notamment la comparaison avec l'étranger fournissant la preuve du contraire –, on pourrait néanmoins contester que les dépenses militaires répondent à un besoin. C'est ce que d'aucuns font. Voilà un quart de siècle que la paix règne en Europe – ou du moins qu'on n'y emploie pas les armes. La dissuasion nucléaire a jusqu'ici contribué à empêcher un grand conflit, et elle continue d'exister.

A ce genre d'arguments, auxquels le calme dont l'Europe bénéficie confère un poids qu'il ne faut pas sous-estimer, on peut d'abord objecter ce que le Général Beaufre a exprimé dans «L'Otan et l'Europe»: «Dans ces périodes de calme, la sagesse est de sauvegarder l'architecture générale de la défense tout en réduisant son volume, afin d'alléger les charges sans compromettre la valeur de l'ensemble. Ce devrait, semble-t-il, être la politique à pratiquer en Europe en matière de défense». Or, même en suivant ce conseil, il nous serait difficile de réaliser une économie substantielle. Car on ne peut réduire le volume d'une armée de milice telle que la nôtre sans mettre en cause précisément l'architecture générale. De plus, une réduction des dépenses d'armement, alors que la technique militaire continue de progresser à un rythme accéléré, entraînerait des conséquences extrêmement fâcheuses. Aujourd'hui déjà, l'entretien de l'armée existante accapare quelque 60 % des dépenses du DMF. Une partie seulement des 40 % qui restent est disponible pour l'acquisition de nouvelles armes, près d'un tiers des 40 % précités étant destiné au financement de constructions – bâtiments et installations diverses.



Einheitskommandant
Zugführer
Gruppenführer

sicher verbunden mit dem neuen SE 125.
Eine absolute Notwendigkeit für die
rasche und klare Befehlsübermittlung
an vorderster Front.

Das neue frequenzmodulierte Kleinfunkgerät SE 125 arbeitet im 80-MHz-Band und hat acht Kanäle. Einfache, handliche Bedienung. Ein modern konzipiertes Kleinfunkgerät für den taktischen Einsatz auf der unteren Führungsebene.
Autophon AG, Ziegelmattstrasse, 4500 Solothurn

AUTOPHON

Planen + Bauen

Projektierung und Bau von Notstromanlagen	AKSA AG INGENIEURBÜRO	Würenlos	056	741313
Ingenieurbüro für Elektrotechnik	Bernhard Graf	St. Gallen Chur Zürich	071 081 051	240441 243348 470580
Elektrische Anlagen für Stark- und Schwachstrom	Aktiengesellschaft KUMMLER + MATTER	Zürich Martigny Chur	051 026 081	444240 22361 243941
Elektrische Anlagen für Stark- und Schwachstrom	E. Winkler & Cie.	Zürich Kloten Glattbrugg	051 051 051	258688 847217 836647
Lacke und Farben	Dr. Walter Mäder AG	Killwangen	056	353 13
Sanitär	Bögli & Co.	Zürich Basel	051 061	343744 239857
Planung und Ausführung kompletter Personalkantinen	Störi & Co.	Wädenswil	051	751433
Zentralheizung	Bögli & Co.	Zürich Basel	051 061	343744 239857
Ingenieurbüro für elektrische Anlagen	Sauber + Gisin AG	Zürich	01	348080
Funkgeräte	Aktiengesellschaft KUMMLER + MATTER	Zürich Martigny Chur	051 026 081	444240 22361 243941
Planung und Bau von Elektro-Anlagen	Elektro-Bau AG	Aarburg	062	414276
ELEKTRO-Strahlungs- und Speicher-HEIZUNGEN	Star Unity AG	Au-Zürich	051	750404

Mais, et nous abordons ici l'aspect essentiel, la menace potentielle ne s'est nullement affaiblie au cours de ces dernières années. Au contraire, l'armement des grandes puissances a été renforcé et continue de l'être. L'effort, que l'on peut qualifier d'énorme, entrepris par l'Union soviétique en matière d'armement depuis 1965 a même conduit à une aggravation de la menace potentielle. Si l'Union soviétique poursuit cet effort, notamment sur le plan nucléaire, une accélération de la course aux armements semble inévitable dans les années à venir. Une fois de plus, les chiffres que les partisans d'une réduction des dépenses militaires de notre pays ignorent ou feignent d'ignorer sont là pour le prouver.

Accroissement inquiétant du potentiel soviétique

En 1966, l'Union soviétique disposait de quelque 250 fusées de portée intercontinentale opérationnelles. Un an plus tard, elle en avait 570, au dire de M. Laird. En 1970, les arsenaux stratégiques des deux Grands étaient les suivants:

	USA	URSS
Engins intercontinentaux	1054	1300
Engins tirés à partir de submersibles nucléaires	656	205
Bombardiers gros porteurs (selon The Military Balance 1970–1971, The Institute for Strategic Studies, 1970)	505	140

Si l'URSS ne ralentit pas sa production de fusées à portée intercontinentale, elle pourrait en avoir plus de 2000 en 1975, tandis que l'effectif américain d'armes de ce type ne dépassera pas le millier à la même époque. Pour ce qui est des engins engagés à partir de sous-marins nucléaires, un accroissement spectaculaire du potentiel soviétique est également possible (entre 560 et 800 engins genre Polaris en 1974–75).

La paralysie réciproque des deux Grands au niveau nucléaire qui résulte de la dissuasion, empêchera selon toute vraisemblance la grande guerre nucléaire dans les 5 ans à venir. Le revers de la médaille, c'est que des provocations dégénérant en opérations du type classique avec objectif limité deviennent plus vraisemblables. L'emploi d'armes stratégiques apparaissant encore plus irrationnel qu'à l'époque de la supériorité nucléaire américaine, le niveau classique revêt à nouveau une importance considérable. Or, sur ce plan, les communistes disposent d'une très nette supériorité. En temps de paix, l'Otan et le Pacte de Varsovie mettent en ligne les grandes unités suivantes dans le secteur Nord/Centre Europe (de la Baltique à l'Autriche):

Divisions	OTAN	Pacte de Varsovie	dont URSS
blindées	8	31	19
mécanisées, aéroportées ou d'infanterie	16	38	21

(The Military Balance 1970–1971, ISS, Londres)

Les Soviétiques et leurs satellites marquent une supériorité numérique considérable tant au point de vue des blindés que de l'aviation tactique. Les quelque 5500 blindés occidentaux font face à 14 000 chars que les Soviétiques et les satellites détiennent.

Il ressort de ces quelques indications qu'une menace potentielle existe. La détente dans les rapports Est-Ouest, dont la portée est généralement surestimée, n'y change rien. Tant que l'on devra constater cette menace potentielle, voire son aggravation – les Russes ont augmenté au cours des dernières années le nombre de leurs divisions de 140 à 157 –, une réduction de nos dépenses militaires qui sont, comme nous l'avons vu, en fait modestes, demeurera un acte irresponsable.

Dominique Brunner

Celui qui s'occupe aujourd'hui de notre armée rencontre bientôt des doutes quant à sa valeur, sa structure ou sa raison d'être. Ces doutes sont compréhensibles face à une menace accrue et néanmoins difficile à saisir concrètement. Dans toutes les époques de transition, l'insécurité grandit. Toutefois, celui qui s'efforce d'articuler clairement sa réflexion constatera que ces doutes ne sont pas fondés. Il s'agit seulement d'abandonner des vues trop simplistes.

Un élément parmi d'autres

Autrefois l'armée était l'unique garant de l'indépendance et suffisait à cette tâche. Qu'il n'en soit plus ainsi aujourd'hui n'est pas la faute de l'armée, mais la conséquence du développement technologique d'une part, et idéologique d'autre part, qui s'est produit depuis la Deuxième Guerre mondiale. Par rapport aux trois niveaux stratégiques principaux, l'armée se situe surtout au niveau intermédiaire de la guerre classique, soit entre celui de la guerre nucléaire et celui de la paix-guerre. A ce niveau, elle est capable de remplir sa fonction et même d'empêcher un adversaire moderne d'atteindre ses buts opérationnels.

Ainsi, l'utilité de notre armée est devenue relative, mais sa fonction originelle n'en a pas été diminuée. Au contraire, elle a été renforcée par l'intégration de la défense militaire dans la défense intégrale, c'est-à-dire par le développement d'une stratégie suisse qui englobe, outre l'armée, encore les domaines politiques, psychologiques et économiques ainsi que la protection civile. L'appareil militaire n'est plus isolé, mais étroitement lié à toutes les forces matérielles et spirituelles qui portent la volonté d'indépendance de la nation. Il ne fait pas de doute que l'intégration de certains services progressera encore à l'avenir.

L'armée et la guerre nucléaire

Toutefois, même cette constatation ne doit pas tromper sur le fait que notre potentiel militaire laisse encore à désirer. Nous savons que nous sommes pratiquement sans défense active contre la menace de destruction nucléaire. Nous ne possédons pas de potentiel atomique propre à dissuader; nous ne disposons pas d'avantage d'une arme nucléaire à usage tactique qui puisse nous assurer au combat une certaine égalité des moyens. Cette carence constitue sans